



***L'INFLUENCE EXERCÉE PAR LA RUSSIE EN ASIE CENTRALE A TRAVERS
L'OTSC (ORGANISATION DU TRAITE DE SECURITE COLLECTIVE) ET L'OCS
(ORGANISATION DE COOPERATION DE SHANGHAI) CONSTITUE-T-ELLE UNE
GARANTIE DE STABILITE POUR CETTE REGION ?***

**Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron Alain PONTOGLIO
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de la Russie »**

Directeur : Madame Isabelle FACON

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. L'influence exercée par la Russie en Asie centrale à travers l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective) et l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) constitue-t-elle une garantie de stabilité pour la région ?
2. 2007_memoire_geop_Influence de la Russie en Asie centrale_Pontoglio
3. Chef d'escadron, armée de Terre, PONTOGLIO Alain, France
4. 1^{er} mars 2007
5. Division D – groupe D1
6. Mémoire de géopolitique
7. Carrefour entre l'Asie, la Russie et l'Occident, l'Asie centrale est devenue, depuis l'indépendance de ses républiques, une zone d'influence des grandes puissances mondiales. Ainsi, alors que des tensions internes se cristallisent autour d'enjeux tels que l'exploitation des ressources naturelles, l'émergence de trafics ou encore la lutte contre l'islamisme radical, les grandes puissances tentent d'asseoir leur influence dans la région à travers un interventionnisme non dénué d'arrière-pensées. Ce jeu d'influences croisées, associé à la multiplication de facteurs internes d'instabilité, est à l'origine d'une situation d'insécurité potentiellement explosive. Dans ce contexte, considérant les républiques d'Asie centrale comme partie intégrante de son « étranger proche », la Russie affiche clairement ses ambitions face à l'intervention récente dans la région des Etats-Unis, mais aussi vis-à-vis de la présence plus ancienne de la Chine. Bien que conservant un certain nombre d'accord bilatéraux avec chacune des républiques centrasiatiques, Moscou mise désormais, en matière de sécurité, sur une influence partagée s'appuyant sur des structures multilatérales, telles que l'organisation du traité de sécurité collective (OTSC) et l'organisation de coopération de Shanghai (OCS). Même si cette politique ne prétend pas constituer une garantie absolue de stabilité en Asie centrale, il ne fait aucun doute qu'elle contribue largement à l'équilibre général de la région. Il semble en effet que malgré quelques dysfonctionnements ou conflits d'intérêts, la participation simultanée de la Russie à ces deux organisations créé un équilibre plutôt efficace en matière de sécurité.
8. Influence, Russie, Asie centrale, OTSC, OCS.

L'influence exercée par la Russie en Asie centrale à travers l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective) et l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) constitue-t-elle une garantie de stabilité pour cette région ?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : INSTABILITES ET INSECURITES EN ASIE CENTRALE

Criminalité et trafics : des enjeux de sécurité persistants

L'expansion de l'islamisme radical

Les rivalités liées aux ressources

DEUXIÈME PARTIE : LA PERTE DU MONOPOLE D'INFLUENCE DE LA RUSSIE EN ASIE CENTRALE

« L'activisme » occidental

La Chine : un acteur émergeant en Asie centrale

La volonté de reconquête par la Russie de son influence dans la région

TROISIEME PARTIE : LA POLITIQUE DE LA RUSSIE : LE MULTILATERALISME COMME ELEMENT DE STABILITE ?

L'organisation de coopération de Shanghai : l'ambiguïté des relations entre Chine et Russie

L'OTSC : la base d'une nouvelle relation entre Moscou et l'Asie centrale

INTRODUCTION

En 1991, après soixante dix ans de tutelle soviétique, les cinq républiques d'Asie centrale accédèrent à l'indépendance. Contrairement aux pays baltes ou aux états du Caucase, l'Asie centrale n'aspirait pas particulièrement à s'émanciper ainsi vis-à-vis de l'ex-URSS, si bien que cette indépendance fut plutôt vécue comme un abandon de Moscou. Dès lors, les cinq républiques, bien que choisissant des voies de développement quelque peu différentes, suivirent une même tendance en conservant les structures politiques anté-soviétiques et les pratiques autoritaires. De surcroît, les dirigeants politiques, tous issus du système soviétique, subsistèrent au pouvoir. Aujourd'hui, les physionomies des cinq républiques se différencient essentiellement en fonction des choix économiques choisis et il est désormais difficile d'assimiler les réalités politiques et sociales de chacun de ces pays en un seul schéma.

Dans ce contexte de transition post-soviétique inachevée, les risques menaçant la stabilité de la région sont nombreux et s'illustrent à travers divers phénomènes tels que la généralisation des pratiques mafieuses et de la corruption, la résurgence des tensions ethniques et frontalières, l'émergence de l'islamisme radical ou encore les rivalités liées aux ressources hydriques et énergétiques. En effet, l'Asie centrale est stratégiquement importante à plusieurs titres : géopolitique, du fait qu'elle constitue le pont entre l'Europe et l'Asie, mais aussi géo-économique, par ses ressources en pétrole, en gaz, en uranium et en or. Enfin, sa proximité avec la Russie, la Chine et l'Inde la place au centre d'un carrefour essentiel du développement mondial. Moscou n'a cessé de considérer cette région comme une partie de son «étranger proche» et manifeste à son égard une incontestable volonté d'influence, particulièrement depuis 2000, année d'accession au pouvoir de Vladimir Poutine. La Russie, si elle en a l'ambition, a-t-elle encore les moyens de peser dans le jeu d'influences croisées dont l'Asie centrale constitue l'épicentre ? Peut-elle contribuer à garantir la stabilité de cette région, par la mise en œuvre de politiques de coopération en matière de défense et de sécurité ?

Même si la Russie ne prétend pas garantir à elle-seule la stabilité en Asie centrale, il ne fait aucun doute que la politique multilatérale qu'elle y mène contribue largement à l'équilibre général de la région. En fédérant autour d'elle les républiques centrasiatiques par le biais de l'OTSC, tout en s'affichant aux côtés de la Chine au sein de l'OCS, elle favorise un équilibre des influences qui s'avère plutôt efficace en matière de sécurité.

Après avoir brossé le tableau des facteurs d'insécurité en Asie centrale, il conviendra d'évoquer la perte du monopole d'influence de la Russie dans la région en matière de sécurité, pour enfin en déduire dans quelle mesure le multilatéralisme prôné par Moscou constitue une garantie de stabilité.

* *
 *
 *
 *

1 PREMIÈRE PARTIE : INSTABILITES ET INSECURITES EN ASIE CENTRALE

Le Tadjikistan reste le seul pays d'Asie centrale à avoir connu la pire des manifestations d'instabilité puisqu'une guerre civile a embrasé le pays de 1992 à 1997, qui a fait 50 000 morts et 500 000 réfugiés. Plus récemment, les événements sanglants de mai 2005 à Andijan ont témoigné du retour de la violence en Ouzbékistan. En l'occurrence, les facteurs d'instabilité demeurent très présents en Asie centrale et l'insécurité reste une menace commune à toutes les républiques de la région. La Russie, qui considère toujours cette zone comme faisant partie de son « étranger proche », reste très attentive aux facteurs d'instabilité susceptibles d'affecter l'Asie centrale. Pour Moscou, les enjeux de sécurité jugés particulièrement prégnants peuvent être catégorisés en trois domaines distincts : les enjeux de sécurité relevant de la criminalité et des trafics, l'islamisme radical et les rivalités liées aux ressources.

1.1 CRIMINALITE ET TRAFICS : DES ENJEUX DE SECURITE PERSISTANTS

La faiblesse des états, commune à toutes les républiques d'Asie centrale, associée à une corruption endémique, constituent des conditions favorables à la criminalité organisée et au développement de divers trafics. Ce phénomène n'est pas nouveau puisque de telles pratiques frauduleuses avaient déjà cours auparavant au sein de l'énorme industrie du coton au Kazakhstan ou encore au Tadjikistan, où les trafics de drogues étaient soutenus par des fonctionnaires du parti, pour ne citer que deux exemples de l'omniprésence d'une économie clandestine qui était déjà de mise à l'époque soviétique. Depuis cette période, les républiques d'Asie centrale ont connu un effondrement soudain des services sociaux, sanitaires et éducatifs, qui étaient gratuits pendant l'ère soviétique. L'économie de ces pays, en chutant de 40 % entre 1989 et 2001¹ a précipité sous le seuil de pauvreté 68 % de la population du Tadjikistan, 49 % de celle du Kirghizstan et 31 % des Ouzbeks. De nos jours, c'est une véritable chaîne du crime qui s'est mise en place en Asie centrale, région de transit et de plus en plus de consommation de l'héroïne venue d'Afghanistan. Les républiques d'Asie centrale ne sont pas encore de grands producteurs de drogues, mais sont

¹ CAPDEVILLA Gustavo, *Former soviet Republics still 40 % worse off*, CIS, 14 mai 2001.

situées entre les grandes régions productrices du Croissant d'or (Pakistan et Afghanistan²) et la Russie, et sont par conséquent devenues des zones de transit des opiacés et du haschisch³. L'Asie centrale est aujourd'hui, selon le PNUCID (programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues), la région de transit d'environ 65 % du narcotrafic d'origine afghane. La diffusion rapide de la consommation d'héroïne et de sa toxicomanie associée atteint de façon croissante les pays touchés par la multiplication des routes du narcotrafic. Les trafiquants développent d'abord le transit des opiacés le long d'axes de communication qu'ils transforment rapidement en nouvelles routes du narcotrafic. Ils y répandent également, en parallèle, la consommation d'opium et d'héroïne parmi les populations des régions parcourues par ces artères naissantes du trafic de drogue, ou l'opiomanie et l'héroïnomanie ne tardent alors pas à s'enraciner. Le trafic peut alors s'intensifier et se propager d'autant plus facilement qu'il existe dans les pays intermédiaires un nombre croissant de consommateurs qui sont autant de petits passeurs potentiels. La consommation sur place y a en outre explosé au cours de la décennie 1990, ainsi que son corollaire : l'épidémie du VIH/sida qui est en pleine expansion en Asie centrale. Au Tadjikistan, le nombre d'usagers d'opiacés aurait par exemple augmenté de 50% entre 1998 et 1999, lorsque le trafic s'accroissait de 250 %⁴. Mais l'Afghanistan n'est pas la seule provenance de drogue en Asie centrale. En effet, la province chinoise du Xinjiang est fournie en héroïne birmane qui atteint par la suite le Kazakhstan, où Almaty connaît depuis peu une explosion de l'épidémie du VIH/sida à partir de souches du virus caractéristiques du sud-est asiatique qui ont permis de déterminer l'origine de la drogue et l'existence de routes jusqu'alors peu soupçonnées du narcotrafic.

La drogue est transportée essentiellement le long de trois itinéraires, dont la « route de la Soie ». Cette dernière, qui traverse l'Asie centrale (Tadjikistan, Kirghizstan, Kazakhstan) et la Fédération de Russie, est devenue la route principale du trafic d'opium et d'héroïne entre l'Afghanistan et l'Europe. Elle a remplacé l'itinéraire traditionnel qui passait par le Pakistan, l'Iran, la Turquie et les Balkans⁵. Ce phénomène a été favorisé par la conjonction

² Après que le Molah Omar eut décrété impie la culture du pavot, le 27 juillet 2000, une chute de 94 % de la production en Afghanistan a été constatée en 2000 et 2001. Cependant, la réponse américaine aux attaques du 11 septembre, qui libéra Kaboul des Talibans, a également servi les trafiquants de drogues. En 2003, 3600 tonnes d'opium ont été produites en Afghanistan, permettant à celui-ci de confirmer sa place de premier producteur mondial d'opium.

³ LABROUSSE Alain, *Dictionnaire géopolitique des drogues*, De Boeck, Bruxelles, 2003, p.745.

⁴ Central Asia – Caucasus Analyst Forum Summary, Drugs, a threat to central Asian Security, 15/03/2000, Central Asia – Caucasus Institute, Washington, John Hopkins University.

⁵ Office contre la drogue et le crime, Nations Unies, *Tendances mondiales des drogues illicites*, Vienne, 2003.

de plusieurs facteurs parmi lesquels les relations liées entre les citoyens centrasiatiques et Afghans durant la guerre soviéto-afghane de 1979⁶, la perméabilité des frontières, la guerre civile du Tadjikistan de 1992 à 1997, la détérioration des conditions socio-économiques et enfin les mesures rigoureuses adoptées par la république islamique d'Iran pour contrôler ses frontières et entraver l'utilisation de l'itinéraire traditionnel.

Le premier pays concerné par le trafic de drogues est le Tadjikistan, dont la frontière avec l'Afghanistan est un véritable maillon faible en matière frontalière. Les 1300 kilomètres de frontières entre les deux pays se révèlent particulièrement perméables puisqu'ils laissent passer depuis l'Afghanistan des armes, de la drogue empruntant la « route du Nord », ainsi que des militants islamistes. Une des routes majeures du trafic de drogues va de Khorog au Tadjikistan à Osh, au Kirghizstan, d'où partent ensuite plusieurs voies d'acheminement. Le Kazakhstan et le Kirghizstan sont ainsi devenus de hauts lieux du trafic, la région-clé se situant au sud du Kirghizstan, dans la région d'Och et la vallée du Ferghana. Le découpage des frontières y est particulièrement favorable aux activités illicites. Par exemple, au Kirghizstan, la route qui va de la capitale Bichkek à la deuxième ville du pays, Osh, traverse en plusieurs points le territoire ouzbek : cette imbrication s'ajoute aux problèmes des petites enclaves (enclaves ouzbèkes et tadjikes au Kirghizstan) qui servent de relais aux trafiquants, et aux frontières montagneuses, qui rendent les contrôles difficiles. Cet ensemble rend les frontières enchevêtrées très poreuses et a également pour effet de fragiliser le tissu politique, socio-économique et sécuritaire des républiques d'Asie centrale. Par ailleurs, le trafic sape l'économie, favorise les sources illégales de revenus et permet également le développement de la corruption⁷. Le salaire mensuel d'un douanier kirghiz est de 20 à 30 dollars, alors que les militants et trafiquants du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan sont réputés recevoir un salaire mensuel de 100 dollars et 700 dollars pour un chef, ce qui rend les douaniers vulnérables à la corruption. Les exemples de ce phénomène, même aux plus hauts niveaux, sont légions : le chef de la police de Takhtabazar au Turkménistan chapeautait, parallèlement à ses fonctions officielles, une organisation criminelle qui échangeait des bijoux nationaux contre des drogues d'Afghanistan ; en 2000, la voiture de l'ambassadeur tadjik au Kazakhstan fut interceptée avec 62 kilos d'héroïne et 54000 dollars.

⁶ Les relations ethniques et tribales liant les Tadjiks, Ouzbeks, Pashtounes, Baloutches avec leurs coreligionnaires d'Asie centrale, du Pakistan et d'Iran, fournissent une base pour l'organisation d'un réseau nécessaire pour livrer l'opium sur les marchés régionaux et dans les mains des organisations criminelles internationales impliquées.

⁷ Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, New York, 2002, p.292.

Les dernières évolutions de ces phénomènes résident dans la transformation des pays d'Asie centrale en producteurs de stupéfiants. En effet, le montant de l'héroïne produite au Kirghizstan en 2005 s'élèverait à 200 tonnes. Ce pays, dont la politique de lutte se révèle moins efficace qu'en Ouzbékistan, serait devenu le centre principal de l'industrie de la drogue dans lequel se développent laboratoires et réseaux de distribution. De même, la dépendance de la société tadjike à l'industrie des narcotiques est estimée de 30 à 50 %⁸.

A ce trafic de drogues sont intrinsèquement liés ceux des êtres humains, des armes, la prostitution et les actions des groupes terroristes, dont on sait que les incursions et les attentats sont le plus souvent situés sur les routes de la drogue. Les trafics d'armes profitent également de la porosité des frontières et du manque de coordination des Etats, comme le prouve l'interpellation en 2001 par les douaniers tadjiks d'un train à destination de la vallée du Ferghana contenant deux wagons de matériels militaires provenant d'anciens stocks soviétiques. De plus, l'abondance et la disponibilité des armes légères en Asie centrale sont un facteur supplémentaire de déstabilisation⁹. Mais le tableau des risques liés aux trafics ne serait pas complet si le problème du nucléaire n'était pas évoqué. En effet, malgré le respect global des traités de non prolifération, des substances nucléaires sont encore stockées en Asie centrale, comme à Aktau au Kazakstan. Selon le « projet de zone dénucléarisée d'Asie centrale¹⁰ », cette région devra être totalement exempte d'armes nucléaires et des mesures efficaces pour assurer le respect de ce régime de non-prolifération devront être mises en place. Outre les matières nucléaires, les stocks d'agents pathogènes biologiques dangereux nécessitent également une gestion et un contrôle particuliers, afin d'éviter les vols à destination des terroristes. En effet, avant sa dissolution, l'Union Soviétique avait un immense programme d'armes biologiques employant 65 000 personnes et produisant, entre autres, 1500 tonnes annuelles de la bactérie tularémie, 4500 tonnes d'anthrax, 1500 tonnes de la bactérie de la peste bubonique. Il existe encore des stocks d'armes biologiques à Stepnogorsk, au Kazakstan¹¹. En 2001, les attaques à l'anthrax aux Etats-Unis ont relancé la crainte du terrorisme

⁸ « La route du Nord : le trafic de drogue en expansion », [www.relationsinternationales.net/dossier drogue](http://www.relationsinternationales.net/dossier_drogue) 2005.

⁹ PIRSEYEDI Bobi, *The Small Arms Problem in Central Asia : Features and implications*, UNIDIR, Genève, 2000.

¹⁰ Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, Création de zone dénucléarisée en Asie centrale, 52/38S, 9 décembre 1997, et 53/77A, 9 décembre 1998 ; SIONNEAU Bernard, « le projet de zone dénucléarisée d'Asie centrale », *stratégique*, n°77, 2000, pp.103-128.

¹¹ CIRINCIONE Joseph, *Deadly Arsenal : Tracking Weapons of Mass Destruction*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 2002.

biologique, qui n'est désormais plus à exclure des modes d'actions possibles des groupes terroristes centrasiatiques.

En outre, toutes ces activités gangrènent des institutions déjà faibles, au pire criminalisent les milieux politiques et favorisent la corruption à tous les niveaux, sur fond de grande pauvreté. Les trafics favorisent également le développement d'une économie parallèle qui étouffe les secteurs officiels, au point que certains des experts les plus pessimistes évoquent un risque de déstabilisation totale de la région d'ici cinq ans, si rien n'est entrepris¹².

La lutte contre le trafic de drogues est devenue pour la Russie du président Poutine un argument prépondérant qui justifie le rôle de protecteur « historique » de Moscou vis-à-vis de l'Asie centrale. En effet, les routes empruntées par les trafics précédemment décrits traversent l'Asie centrale pour desservir la fédération de Russie, avant d'inonder toute l'Europe. En outre, l'idée selon laquelle sans la présence russe, les pays d'Asie centrale pourraient succomber aux coups de butoirs de l'islamisme et de la drogue est largement répandue, et les responsables des pays concernés sont les premiers à l'admettre. Par exemple, le président du conseil de sécurité du Kirghizstan, Askar Mamaev, a déclaré qu'"*aucun des Etats centrasiatiques n'a la capacité de répondre aux problèmes posés par le trafic des drogues*". Le vice-ministre de la sécurité de ce même pays, Miroslav Niazov, a déclaré en octobre 2001 que les revenus en provenance du trafic de drogues à l'intérieur des frontières ont atteint le milliard de dollars¹³. Ce business concerne désormais un pourcentage important de jeunes gens du sud du pays, dépourvus de tout autre moyen de subsistance. De surcroît, le vice-ministre a souligné que "*de plus en plus de membres des forces de sécurité se révèlent être soit des trafiquants, soit des intermédiaires*"¹⁴.

La lutte contre les trafics doit donc relever d'une approche globale, tant les liens entre trafics de drogues et réseaux terroristes islamiques sont étroits. Ainsi, de nombreuses mesures ont été prises, qui resserrent l'étau financier sur les terroristes en limitant des ressources qui émanaient de certains Etats et organisations caritatives¹⁵.

¹² MILI Hayder, « l'Asie centrale, plaque tournante du trafic de drogue », *le courrier des pays de l'Est*, septembre-octobre 2006.

¹³ VIELMINI Fabrizio, « Russie : héroïne, sécurité nationale et politique en Asie centrale », *Trafic international n°1*, février 2001.

¹⁴ AFP, 10 octobre 2000.

¹⁵ 3^o Commission de l'Assemblée générale de Nations Unies, *Liens étroits entre le trafic illicite de drogues*, 1^{er} octobre 2002 ; SANDERSON Thomas, *Transnational terror and organized crime : blurring the line*, SAIS Review, vol XXIV, n°1, 2004.

Comme l'ont montré les paragraphes précédents, le lien entre les trafics et l'islam politique radical est réel. Il constitue un danger insidieux et grave pour la sécurité et la stabilité de la région, qui pâtit de l'enchevêtrement de ces facteurs criminogènes en perpétuelle compétition pour les filières d'acheminement et de distribution.

1.2 L'EXPANSION DE L'ISLAMISME RADICAL

L'islam, religion de la majorité des habitants d'Asie centrale, a progressivement développé une identité spécifique, influencé par le soufisme mais aussi par une conception séculière sous l'ère soviétique. Il en a résulté une identité apolitique traditionnelle. Néanmoins, il existait déjà pendant la période soviétique un islam parallèle, des mosquées souterraines et des activités clandestines musulmanes, nés de l'imposition de l'athéisme par le régime stalinien. Ces dernières années, l'islam modéré s'est effacé devant un wahhabisme d'importation provenant d'Arabie saoudite¹⁶. Ce phénomène a en outre été favorisé par la politique du Pakistan et des Etats-Unis au moment de la première guerre d'Afghanistan. Même si le soutien populaire demeure plutôt restreint, il serait imprudent de conclure à l'absence de risque lié à l'extrémisme islamique. En effet, l'effondrement du système soviétique a engendré une dégradation des conditions de vie, plus particulièrement dans certaines régions déjà appauvries telles que la vallée du Ferghana, le sud de l'Ouzbékistan et de la République kirghize ainsi qu'une grande partie du Tadjikistan. Par conséquent, la pauvreté¹⁷, l'absence de réformes économiques, un taux de chômage particulièrement élevé chez les jeunes, un avenir et des débouchés limités¹⁸, un manque de moyens légitimes pour exprimer les dissensions et la violation fréquente des droits de l'homme constituent un terreau particulièrement fertile à la radicalisation de la population et au militantisme islamique. En outre, la corruption des élites et la politique de répression menée par les gouvernements contribuent également à favoriser le phénomène, poussant l'opposition vers la clandestinité et l'extrémisme. Ainsi, les pays qui emprisonnent, torturent et répriment les islamistes « favorisent l'émergence de groupes secrets, souvent

¹⁶ Tirant son nom de son fondateur, Mohammed ibn Abd el Wahhab, mort en Arabie saoudite en 1792, ce mouvement désigne principalement les courants intégristes sunnites qui préconisent un retour à un islam « pur », sévèrement codifié à partir d'une lecture littérale des textes coraniques et de la loi divine : la charia.

¹⁷ En 2001, la banque mondiale a signalé que 68% de la population gagnait moins de 7 dollars par mois dans le sud de la République kirghize, et que le salaire annuel moyen était de 165 dollars au Tadjikistan alors qu'on estime à 295 dollars par an le salaire nécessaire pour vivre décemment.

¹⁸ Plus de la moitié de la population de l'Ouzbékistan est âgée de moins de 15 ans.

armés, au lieu de groupes plus libéraux »¹⁹. C'est pourquoi une nébuleuse de groupuscules islamistes, dont certains terroristes, sont apparus dans la région, dont le but serait la mise en place d'un émirat islamique en Asie centrale, ce qui paraît peu probable au vu des divergences de stratégies qui animent ces mouvements. La vallée du Ferghana, carrefour des républiques ouzbèke, tadjike et kirghize, minée par les problèmes démographiques et sociaux, constitue le centre de gravité de ces mouvements. Parmi les plus importants, signalons le parti de la renaissance islamique (PRI)²⁰ créé en 1990, le mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO)²¹ ou encore Hizb-ut-Tahir al Islami (HTI). Ce dernier mouvement semble être devenu l'opposition islamique la plus influente en Asie centrale. Ce parti de la révolution islamique est un mouvement sunnite radical qui étend son influence dans la vallée du Ferghana, en grande partie grâce au soutien de réseaux terroristes et clandestins, dont les adeptes se recrutent aussi bien au Kazakhstan, qu'en République kirghize ou qu'en Ouzbékistan. Fondé en Arabie saoudite et en Jordanie en 1953, son but spécifique est de recréer le califat panislamique, dirigé selon la charia. Sans inciter explicitement à la violence physique, sa rhétorique demeure extrêmement violente, particulièrement de par ses attaques contre l'Occident et les Juifs.

Il convient également de souligner le double langage parfois employé par les dirigeants d'Asie centrale envers l'islam, en l'invoquant d'une part pour provoquer un renouveau néo-nationaliste, et en l'opposant d'autre part à la démocratie afin de réduire l'influence des groupes islamiques. Enfin, la lutte contre l'extrémisme islamique est souvent utilisée comme prétexte dans le cadre de la sécurité nationale et régionale pour justifier la répression des groupes d'opposition politique, la censure des médias ou encore l'adoption d'amendements constitutionnels visant à renforcer l'autorité présidentielle. Par exemple, l'Ouzbékistan, qui possède les plus fortes traditions religieuses, pratique aussi la politique la plus répressive envers les mouvements islamiques : en 2003, il y avait 6000 prisonniers

¹⁹ FULLER, Graham (2002). « The future of political islam ». *Foreign Affairs*, vol 81, n°2, p.53.

²⁰ Le PRI, qui a reçu un soutien matériel et logistique des talibans d'Afghanistan, a été un acteur important lors de la guerre civile du Tadjikistan. Suite à l'accord de paix de 1997, il a été reconnu légalement comme parti politique.

²¹ Le MIO a longtemps été la principale source de violence extrémiste islamique dans la région. Entretien des liens privilégiés avec les talibans et le réseau terroriste Al Qaeda, le MIO a notamment utilisé l'Afghanistan comme base d'opérations. Entre 1991 et 2001, le MOI a mené un certain nombre de raids et de raptés en Ouzbékistan et en République kirghize. Il a également été accusé d'avoir participé aux attentats ayant visé certains édifices gouvernementaux à Tachkent en 1999. Bien que la campagne alliée en Afghanistan ait perturbé ses opérations et son financement, il est trop tôt pour affirmer que le MIO ne constitue plus une menace pour la stabilité de la région car les conditions qui ont présidé à sa création demeurent aujourd'hui inchangées.

religieux en Ouzbékistan²². L'islam est donc perçu par les républiques d'Asie centrale comme un problème à résoudre en utilisant des méthodes juridiques, administratives et policières. Leurs politiques sévères, engagées au nom de la nation, risquent de rompre les liens entre la nation et l'islam forgés durant le période soviétique et les conséquences d'une telle rupture pourraient être bien plus déstabilisantes que l'actuel activisme islamique.

Pour contrer l'influence de l'islamisme en Asie centrale, la Russie considère qu'il convient de s'attaquer aux nombreux problèmes qui affectent la région et qui permettent aux mouvements radicaux, grâce à une propagande efficace, de gagner les cœurs et les esprits. En outre, vu le fonctionnement de la criminalité transasiatique, la sécurité de chacune des républiques ne peut être conçue uniquement dans un cadre étroitement national. Cette ambition ne peut se réaliser qu'au niveau régional, par une approche globale prenant en compte tous les acteurs d'Asie centrale. La Russie pense pouvoir jouer ce rôle fédérateur grâce à l'influence qu'elle revendique dans cette région.

Outre les problèmes sécuritaires liés aux trafics et à l'émergence de l'islamisme radical, l'exploitation des ressources naturelles constitue également un facteur majeur d'instabilité en Asie centrale.

1.3 LES RIVALITES LIEES AUX RESSOURCES

Si la Russie s'est rapidement résignée à l'indépendance des nouveaux Etats transasiatiques, elle n'a cependant pas abandonné la volonté de peser de tout son poids en ce qui concerne la gestion des ressources énergétiques et hydriques. Cette dernière revêt en effet un caractère éminemment stratégique et a également pour effet d'exacerber les tensions dans la région et de cristalliser les rivalités entre les différents Etats transasiatiques.

Le partage des ressources hydriques constitue une cause de litige fondamentale entre les Etats situés en amont et ceux qui se situent dans la partie aval des deux principaux fleuves qui arrosent la région : le Syr-Daria et l'Amou Daria. Ces deux cours d'eau représentent en effet à eux seuls 90% des ressources hydriques de la région et constituent la seule véritable source d'eau douce sur une surface qui s'étend sur 1.5 millions de kilomètres carrés et qui compte environ 35 millions d'habitants. Ainsi, le Tadjikistan et le Kirghizstan disposent de 80% des ressources aux dépens de l'Ouzbékistan et le Turkménistan, qui sont pourtant les plus gros consommateurs du fait de leur agriculture. Grâce aux barrages hydroélectriques construits dans la partie amont de ces deux fleuves, les deux Etats de l'Est disposent d'un

²² International Crisis Group, *Central Asia : Islam and the State*, Osh / Bruxelles, 10 juillet 2003.

moyen de pression aux effets considérables, qui est vite devenu une source de tensions régionales. Par exemple, le Kirghizstan a répliqué à la suspension des livraisons de charbon par le Kazakhstan en 2000 en diminuant ses fournitures d'hydroélectricité et en réduisant le débit du Syr Daria. De la même manière, en janvier 2001, le gouvernement kirghiz a décidé d'ouvrir les vannes du barrage de Toktogul afin de turbiner l'électricité destinée à combler le déficit énergétique induit par les Ouzbeks. La crue provoquée emporta de nombreuses digues dans la vallée ouzbèke du Ferghana. La pression kirghize s'est précisée lorsque, après l'ouverture massive des vannes, Bichkek a annoncé aux Ouzbeks que le Kirghizistan ne pourrait plus garantir la fourniture d'eau au cours de l'été, compte tenu des volumes qu'il avait dû employer pour produire l'électricité destinée à compenser le gaz non livré. Or, cette eau se révèle indispensable aux cultures de coton Ouzbèkes, qui représentent 41% des recettes en devises du pays²³. Cette dépendance hydraulique peut également déclencher des réactions très violentes, comme en 1990 où une échauffourée due au partage des eaux entre Ouzbeks et Kirghiz a fait environ trois cents morts, certains Tadjiks radicaux allant même jusqu'à suggérer d'empoisonner l'eau qui quitte le Tadjikistan et s'écoule en Ouzbékistan. Enfin, il convient de rappeler que ces tensions se doublent d'une catastrophe écologique majeure puisque la mer d'Aral a perdu en quatre-vingts ans la moitié de sa surface et les trois quarts de son volume²⁴.

A la différence du partage des ressources hydriques, la gestion des ressources énergétiques excite des convoitises essentiellement extérieures de la part des grandes puissances. La Russie, consciente des enjeux considérables liés à ces questions, compte bien préserver ses prérogatives dans le domaine de l'acheminement de ces ressources.

L'Asie centrale se révèle être une région pétrolière et gazière stratégique, même si elle demeure très dépendante des débouchés vers les marchés étrangers et du développement de projets en matière d'infrastructures stratégiques, ferroviaires et énergétiques. Les réserves de pétrole prouvées de la Caspienne et des pays de la région sont estimées entre 18 et 35 milliards de barils, soit entre 2% et 4% des réserves mondiales, ce qui est comparable aux réserves de la mer du Nord²⁵. Les réserves possibles représenteraient quant à elles 235

²³ CAGNAT René, *Asie centrale : « De l'eau dans le gaz »*, Le courrier de l'Unesco, octobre 2001, p.28 ; LASSERRE Frédéric, « Une mer disparaît. Le désastre de la mer d'Aral », *Eaux et territoires : tensions, coopérations et géopolitique de l'eau*, Presses universitaires du Québec, Québec, 2002, p.345.

²⁴ SMITH D.R., « Environmental Security and Shared Water Resources in Post-Soviet Central Asia », *Post-Soviet Geography*, juin 1995, pp.4-14 et BLAKE Roxanne, « Central Asia's Ecological Crisis : The Aftermath of the Cotton Monoculture », *Harvard Asia Quarterly*, volume 3, numero 3, 1999, pp.180-194.

²⁵ *International Petroleum Encyclopedia*, Tulsa, Penwell, 2002, p.131-148 ; R.Ebel, et R Menon, *Energy and Conflict in Central Asia and the Caucasus*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2001, pp.14-15.

milliards de barils, ce qui équivaut au tiers des réserves prouvées du Moyen-Orient²⁶. Les réserves gazières sont encore plus éloquentes puisqu'elles s'élèvent à 300 billions de pieds cubes environ, ce qui est comparable aux réserves de l'Amérique du Nord²⁷. Néanmoins, à la différence des autres grandes régions productrices, se posent des problèmes complexes d'exploitation et d'évacuation des ressources, en raison à la fois de l'enclavement géographique et de conditions climatiques contraignantes. Les oléoducs et gazoducs doivent en outre traverser au moins un Etat voisin afin de pouvoir évacuer le pétrole et le gaz naturel vers les divers marchés mondiaux, ce qui donne naissance à des rivalités internes, mais aussi entre les Etats consommateurs d'énergie, ainsi qu'entre les « Etats transits ». La question de l'acheminement est devenue une préoccupation centrale, qui entraîne des enjeux financiers, économiques et politiques majeurs et qui demeure au cœur des rivalités entre les puissances concernées, et constitue par conséquent un facteur potentiel d'instabilité. La « bataille des pipelines » témoigne en particulier de la concurrence qui anime les différents projets de construction d'oléoducs. Dans ce domaine, la Russie mène une politique très offensive, en tentant de conserver le contrôle de la distribution des ressources de la région, comme en atteste le réseau de distribution du gaz turkmène, qui se compose uniquement de deux axes d'exportation actifs. Le premier emprunte les réseaux existants depuis le Turkménistan, via la Russie, pour une capacité de 91 millions de tonnes, le second relie Kozhik (Turkménistan) à l'Iran, avec une capacité bien moindre de 7 à 8 millions de tonnes depuis 1997. Pour ce qui concerne le pétrole, malgré de multiples projets de construction de tubes évoqués par les compagnies, seuls les réseaux « soviétiques » modernisés permettent d'exporter les productions actuelles de la Caspienne. Mais cette situation de monopole est menacée, d'autant plus que le phénomène se trouve exacerbé par l'augmentation démographique des pays voisins que sont l'Inde, la Chine ou encore le Pakistan²⁸. Même si la production actuelle de la zone ne représente environ que 2% de la production mondiale de pétrole, ces enjeux existent bien et sont à appréhender dans le long terme.

Enfin, le tableau des sources d'instabilité en Asie centrale ne serait pas complet si les différends territoriaux n'étaient pas évoqués, même si ces derniers sont en voie de résolution. La disparition de l'Union Soviétique a en outre cristallisé les tensions autour

²⁶ Op.cit., p.16.

²⁷ Op.cit., pp.17-18

²⁸ Nazar N., Magaiun E., Pannier B., *Kazakhstan, Turkmenistan : Presidents Agree on Gas and Oil Exports to China, Japan*, RFE/RL, 1991-9 ; International Energy Agency, *China's Worldwide Quest for Energy Security*, Paris, OECD, 2000

des frontières dans la mesure où la fluidité des flux des personnes et des marchandises a fait place à un cloisonnement beaucoup plus marqué²⁹. Comme le prouvent les paragraphes précédents, la vallée du Ferghana, qui rassemble 20% de la population d'Asie centrale, constitue un point particulièrement névralgique de la région. De nombreux affrontements y sont survenus entre Ouzbeks, Tadjiks et Kirghizes et quelques litiges frontaliers ne sont toujours pas résolus entre les trois pays qui se partagent la vallée. La définition des frontières fut en effet un facteur de tension dès l'époque soviétique. De 1925 à 1971, plusieurs remaniements ont été opérés par Moscou, afin de répondre aux exigences des uns et des autres. Depuis les indépendances, de nouvelles demandes de modification ont été formulées, notamment par l'Ouzbékistan qui exige que le Kirghizstan lui cède des corridors d'accès aux enclaves de Sokh et de Shaimadan. Mais l'illustration la plus spectaculaire de ces différends réside dans le minage par l'Ouzbékistan de sa frontière avec ses deux voisins de l'Est en septembre 2000, dispositif renforcé en 2001 par la mise en place de barbelés sur les autres segments de frontières. Cependant, malgré une gestion parfois délicate de ces frontières complexes, force est de constater la pérennité, depuis 1991, des tracés hérités de l'époque soviétique, qui n'ont débouché sur aucun conflit, et ce en dépit de l'ampleur des litiges potentiels³⁰.

Ainsi donc, la sécurité de l'Asie centrale est soumise à de multiples facteurs d'instabilité sur lesquels Moscou garde un œil particulièrement attentif. Il demeure en effet capital pour la Russie de préserver la région des crises qui pourraient survenir dans les domaines précédemment étudiés, afin de conserver ses intérêts et ses prérogatives, notamment au regard de l'influence grandissante de nouveaux acteurs. Il apparaît en l'occurrence que l'Asie centrale devient une ère de convoitise de la part de puissances telles que les Etats-Unis ou la Chine, soucieuses de développer leur influence dans cette partie du monde, aux dépens du monopole exercé jusqu'alors par la Russie.

* *
*

²⁹ Thorez J., thèse sur les *Flux et dynamiques spatiales en Asie centrale. Géographie de la transformation post-soviétique*, Paris X-Nanterre, 2005.

³⁰ BALLAND Daniel, « Diviser l'indivisible : les frontières introuvables des Etats centrasiatiques », *Hérodote* n°84, 1997, pp.98,99.

2 DEUXIEME PARTIE : LA PERTE DU MONOPOLE D'INFLUENCE DE LA RUSSIE EN ASIE CENTRALE

Certaines convergences existent entre les intérêts de la Russie, des Etats-Unis et de la Chine en Asie centrale, notamment dans le domaine de la lutte contre le militantisme islamique et de la recherche d'une difficile stabilité. Cependant, les relations entre ces trois puissances restent très ambiguës tant les visions stratégiques globales concernant cette région restent divergentes. De plus, d'autres puissances régionales y nourrissent de nouvelles ambitions, comme la Turquie, l'Iran, l'Inde ou encore le Pakistan.

Force est de constater que depuis 1991, l'influence exclusive de la Russie dans les anciennes républiques soviétiques a laissé place à l'émergence de nouveaux acteurs comme les Etats-Unis depuis leur intervention en Afghanistan ou la Chine, soucieuse de maintenir la stabilité du Xinjiang et de développer les sources d'approvisionnement énergétiques pour assouvir ses besoins grandissants.

2.1 « L'ACTIVISME » OCCIDENTAL

En 1997, des troupes aéroportées américaines étaient parachutées sur le territoire kazakh. Même si cette opération s'est déroulée dans le cadre d'un exercice conjoint, elle n'en est pas moins symbolique de l'intérêt que manifestent les Etats-Unis dans cette partie du monde. Conformément au concept développé par Zbigniew Brezinski, ancien conseiller du président Carter, l'avenir du monde se joue en Asie centrale. Les Etats-Unis doivent avant tout maîtriser le « grand échiquier » que représente l'Eurasie pour maintenir leur suprématie mondiale³¹. En effet, les événements du 11 septembre 2001 ont brutalement modifié les perceptions et les politiques américaines en Asie centrale, comme le montrent leurs déploiements en Ouzbékistan et au Kirghizstan. Les relations se sont approfondies entre ces nouveaux partenaires comme le prouvent les binômages réalisés entre le Kirghizstan et l'état du Montana, ou celui liant l'Ouzbékistan et la Louisiane. L'aide américaine attribuée pour la région a en outre plus que doublé en 2002 et s'élève à 580 millions de dollars. Par exemple, la sécurité de la frontière tadjiko-afghane, jugée primordiale dans la lutte contre les trafics en tous genres, a bénéficié d'une aide des Etats-Unis d'un montant de 13 millions de dollars depuis 2002. Néanmoins, le renforcement de

³¹ BREZINSKI Zbigniew, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Bayard, 1997, p.27

la présence occidentale apparue à la suite de la campagne américaine en Afghanistan a suscité des coopérations différenciées suivant les pays. Trois des républiques acceptèrent le stationnement de troupes américaines sur leur sol et la construction de bases, comme à Khanabad en Ouzbékistan ou à Manas au Kirghizstan. L'Ouzbékistan et le Tadjikistan poussèrent plus loin la coopération en offrant la collaboration de leurs services secrets. Mais c'est la république ouzbèke qui a développé le plus notablement la coopération avec les Etats-Unis en signant un accord américano-ouzbek³² ainsi qu'une déclaration de partenariat stratégique³³. Signalons qu'en retour, le pays a reçu 160 millions de dollars d'aide militaire. Le Kazakhstan, quant à lui, prétextant la trop grande distance le séparant du théâtre afghan et arguant de sa neutralité afin d'éviter des liens trop étroits à l'effort de guerre allié, n'autorisa l'utilisation de son espace aérien qu'à des fins d'« aide humanitaire ». Malgré ces quelques différences d'accueil, l'OTAN est devenue en quelques années un partenaire militaire essentiel à travers le « partenariat pour la paix ». C'est dans ce cadre qu'ont été organisés dès 1994 des exercices de grande ampleur, et qu'une unité de maintien de la paix a été créée (CENTRAZBAT : Central Asian Battalion). Il est à noter que les Etats-Unis prennent en charge une large part du financement de ce bataillon, ainsi que de ses exercices annuels, qui associent l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Kirghizstan³⁴. L'implication des Etats-Unis est donc indéniable en Asie centrale, car même si la richesse gazière et pétrolière de la région n'est pas véritablement indispensable à leur économie, il leur importe en revanche d'en contrôler les acheminements et de veiller à réguler les cours de ces ressources naturelles sur les marchés internationaux. Il s'agit aussi de diversifier les fournisseurs afin de réduire leur dépendance vis-à-vis d'un Moyen-Orient potentiellement encore trop instable.

Le domaine nucléaire a également constitué une cause d'intervention occidentale dès 1991. Il s'agissait en effet de sécuriser la région en la débarrassant de l'imposant arsenal de missiles et têtes nucléaires soviétiques qu'elle abritait. Tous ces transferts vers la Russie prirent fin avec succès le 21 avril 1995³⁵. L'adhésion des Etats aux traités internationaux de lutte contre la prolifération marque une indéniable avancée dans ce domaine, compte tenu des craintes qu'avait suscitées l'implosion de l'union soviétique. De cette manière,

³² Accord signé le 7 octobre 2001.

³³ Signée le 12 mars 2002.

³⁴ De VILLEPIN, « L'Asie centrale, dix ans après les indépendances : quels nouveaux enjeux ? », *Rapport du Sénat n°320*, 10 mai 2001, Paris, p.47.

³⁵ AHRARI Ehsan, « The Strategic Future of Central Asia : A view from Washington », *Journal of International Affairs*, vol 56, n°2, 2003.

pour ne prendre qu'un exemple, le Kazakhstan est devenu un état dénucléarisé dès 1991 en s'engageant envers le traité de non prolifération (TNP). Ce pays, qui détenait 1410 têtes nucléaires stratégiques et de nombreuses armes nucléaires tactiques, a été un Etat modèle à la fois dans sa coopération avec la Russie et dans le respect des normes internationales de non-prolifération.

S'il peut apparaître réducteur de n'évoquer l'action de l'Occident en Asie centrale qu'à travers les initiatives des Etats-Unis et de l'OTAN, cette tendance traduit la réalité des faits tant les actions des autres acteurs demeurent modestes. L'Union européenne s'est investie dans le programme « CADAP » qui vise la mise en place d'un réseau d'information anti-drogues et qui a été doté de 4.5 millions d'euros pour l'année 2004-2005, ou encore dans le programme BOMCA (border management in Central Asia) qui bénéficiera, dans sa prochaine phase, d'un budget de plus de 8.58 millions d'euros. Notons aussi un projet pilote de l'OSCE (Organisation de sécurité et de coopération en Europe) visant à la formation des forces de police au Kirghizstan³⁶. Enfin, dans le domaine énergétique, il convient de signaler le projet TRACECA, dont l'objet est de développer une nouvelle route de la soie, dotée d'une dimension énergétique reliant l'Asie centrale, la Transcaucasie, la mer Noire et l'Europe centrale, même si ce chantier a encore peu de visibilité. Malgré ces quelques projets, la politique européenne vers les pays centrasiatiques reste très modeste et il est probable que l'Union ne s'affirme que très lentement en Asie centrale.

Si la Russie ne s'est initialement pas opposée à l'intervention américaine en Afghanistan, elle considère aujourd'hui l'« activisme » occidental que nous venons de décrire comme une tendance susceptible de nuire à ses intérêts et de réduire sa capacité d'influence dans la région. Elle soupçonne en effet les Etats-Unis de vouloir détacher l'Asie centrale de l'espace eurasiatique, dont elle fait naturellement partie, en isolant les Etats de la région de la Russie et du reste de la CEI (communauté des Etats indépendants). Cette crainte est également partagée par la Chine, cette dernière redoutant que l'établissement d'un « cordon » entre l'Asie centrale et la Chine soit également l'un des objectifs inavoués de la politique américaine dans la région. Cette préoccupation est d'autant plus prégnante que son spectaculaire développement impose à Pékin la recherche de nouveaux marchés, mais surtout de nouveaux fournisseurs de ressources énergétiques fossiles.

³⁶ Conclusions du conseil des affaires générales et relations extérieures de l'Union européenne, Bruxelles, 18 juillet 2005

2.2 LA CHINE : UN ACTEUR EMERGEANT EN ASIE CENTRALE

L'implantation américaine en Asie centrale après les attentats du 11 septembre 2001 a également constitué un événement déterminant pour la Chine. Le rapprochement des républiques centrasiatiques vers les Etats-Unis constitue en effet pour Pékin, tout comme pour Moscou, un nouveau facteur d'incertitude dans une partie de son environnement. Par ailleurs, la promotion de la démocratie prônée par Washington en Asie centrale risquait d'être étendue à la situation faite aux Ouïgours dans la république autonome du Xinjiang. Pour prévenir ces menaces, la Chine a renforcé ses liens bilatéraux avec chacun des Etats d'Asie centrale, profitant de toutes les occasions susceptibles de différencier ses positions par rapport aux tendances américaines. Pékin a ainsi tiré partie du climat international engendré par la guerre d'Irak, puis les révolutions colorées, qui ont eu pour effet de distendre les liens entre Washington et les républiques centrasiatiques. Dès décembre 2002, Pékin formalisait avec le Kirghizstan un accord de coopération visant à lutter contre le terrorisme. Le même type d'accord a par la suite été signé avec les quatre autres républiques d'Asie centrale. Plus récemment, les autorités chinoises ont soutenu sans réserve le régime ouzbek après la sanglante répression survenue lors des événements d'Andijan en mai 2005. La consolidation des relations sino-ouzbèkes furent concrétisées quelques jours plus tard par la signature d'un « partenariat coopératif amical » prévoyant une coopération accrue en matière d'énergie gazière et de télécommunications.

Ce développement des coopérations liées à l'énergie concerne aussi les autres républiques d'Asie centrale. La Chine est devenue en quelques années un acteur important de la définition des voies d'évacuation des hydrocarbures centrasiatiques. En effet, les ressources énergétiques détenues en Asie centrale s'avèrent essentielles pour elle, comme le prouvent les investissements consacrés à la construction de deux oléoducs à partir du Turkménistan et du Kazakhstan, s'élevant à 13.5 milliards de dollars. En outre, les compagnies pétrolières chinoises ont relancé leur politique d'acquisition de champs pétrolifères au Kazakhstan et ont développé leurs activités en Ouzbékistan alors que Hu Jintao a réactivé, à l'occasion de sa visite au Kazakhstan en juin 2003, l'important projet d'oléoduc sino-kazakh. Les travaux sur cette ligne reliant Atasu, au Kazakhstan, à Alashankou, au Xinjiang, se sont terminés à la fin de l'année 2005. L'oléoduc est opérationnel depuis mai 2006 et pourrait transporter jusqu'à dix millions de tonnes de pétrole par an vers le Xinjiang, sa capacité étant même susceptible d'atteindre vingt millions de tonnes dans l'avenir. Le secteur gazier figure également parmi les domaines d'intérêts chinois puisqu'un projet de gazoduc reliant le Turkménistan à la province du

Xinjiang via l'Ouzbékistan est à l'étude. Un accord prévoyant l'achat de trente milliards de mètres cubes de gaz turkmène pendant trente ans a par ailleurs été conclu en avril 2006.

De plus, l'Asie centrale représente un marché émergent de cinquante millions d'habitants pour les produits chinois, alors que les exportations vers cette région ne représentent aujourd'hui que 0.25% du commerce international de Pékin. C'est une des raisons pour lesquelles la Chine a intérêt à promouvoir la stabilité de cette partie voisine du monde. Une autre raison réside dans le fait que les nouvelles relations de confiance nouées avec ses voisins lui permettent de réduire le volume des forces stationnées aux frontières et dévolues à la surveillance de celles-ci. La multiplication des ventes d'armes et de matériels militaires chinois s'inscrivent dans cette logique. Mais l'enjeu primordial lié à la stabilité de la région demeure la volonté de la Chine de contenir le séparatisme ouïghour.

La province du Xinjiang située à l'extrême Ouest du pays est en effet majoritairement peuplée d'Ouïghours, des musulmans ethniquement proches des peuples turcophones d'Asie centrale³⁷. Depuis l'indépendance des voisins centrasiatiques en 1991, des tensions séparatistes latentes ainsi que des manifestations et des attentats sporadiques font craindre à Pékin la montée du radicalisme islamique et de l'ethnonationalisme dans toute la région. La Chine a ainsi enregistré une multiplication des actes de guérilla tels que les sabotages, les incendies, l'attaque de casernes de police et de bases militaires ainsi qu'une augmentation des actes terroristes³⁸. Les craintes de la Chine concernent en outre une alliance entre les islamistes et les groupes clandestins ouïghours, voire l'instauration d'un « califat » qui engloberait l'Asie centrale et les Etats limitrophes. Il s'agit donc pour la Chine de maintenir l'Asie centrale comme une arrière-cour stable sur le plan stratégique afin de maîtriser les forces séparatistes du « Turkestan oriental ³⁹ », comme le prouvent les nouvelles relations nouées avec l'Ouzbékistan. Ce rapprochement s'est tout d'abord concrétisé par la construction d'un premier « institut Confucius » dans la capitale ouzbèke en juin 2004, qui marque la volonté d'influence de la république populaire, et qui traduit la mise en oeuvre d'un certain « soft power ». De la même manière, la signature d'une déclaration conjointe par les deux présidents lors du sommet de l'OCS (organisation de coopération de Shanghai) en juillet 2004 marque l'intérêt porté par le président Hu Jintao à la région. Cet accord est destiné à favoriser l'approfondissement de leurs relations en

³⁷ La république populaire de Chine compte à ce jour environ 20 millions de musulmans, localisés pour la moitié au Xinjiang.

³⁸ Voir Rémi CASTETS, « Nationalisme, Islam et opposition politique chez les Ouïghours du Xinjiang », *les études du CERi n°110*, octobre 2004.

³⁹ La mouvance anticoloniale appelle la région « Turkestan oriental » (Shârkîy Türkistan en ouïghour) pour signifier son appartenance au monde turc et non au monde chinois.

matière de questions internationales et de lutte anti-terroriste⁴⁰. Même lors des évènements d'Andijan de mai 2005, au cours desquels la politique de répression du président Islam Karimov avait suscité de vives critiques de la part des capitales occidentales, la Chine a confirmé son soutien au nom de la lutte contre les « trois fléaux » : le terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme⁴¹.

Mais malgré le développement de ces relations, ces dernières restent limitées en comparaison des liens que la Russie, et même les Etats-Unis, entretiennent avec certaines républiques. La Chine reste en effet très prudente dans ce domaine, notamment pour éviter des frictions avec la Russie. En matière de sécurité, au-delà des relations bilatérales, l'empire du milieu considère qu'il convient de développer une architecture de défense et de sécurité régionales, ce qui ne peut se concevoir sans y associer la Russie. L'Asie centrale, qui a toujours été au cœur des relations sino-russes, continue de susciter une approche multilatérale de la part de Pékin comme de Moscou, à travers l'organisation de coopération de Shanghai, qui sera décrite en détails ultérieurement.

Entre les multiples intérêts de la Chine vis-à-vis de l'Asie centrale et l'« activisme » occidental dans la région, la Russie reste, quant à elle, toujours très soucieuse d'y maintenir une influence déterminante, tant l'importance stratégique de cette région est jugée essentielle par Moscou.

⁴⁰ « China, Uzbekistan issue joint statement », *People's Daily*, 16 juin 2004.

⁴¹ « China praises Uzbek Response to disturbances... », *RFL/RL Newsline*, 19 mai 2005 et « China, Uzbekistan Consolidate Ties », *China Daily*, 26 mai 2005.

2.3 LA VOLONTE DE RECONQUETE PAR LA RUSSIE DE SON INFLUENCE DANS LA REGION

Depuis l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000, la politique russe en Asie centrale a connu un nouvel essor après l'indéniable perte d'influence observée dans tout l'espace post-soviétique lors des années Eltsine. Une émigration massive des russes d'Asie centrale a par exemple été observée entre 1991 et 1998, leur proportion chutant de 20 % à 12 % durant cette période. Il s'agit donc pour Moscou de restaurer son emprise sur son « étranger proche » afin de conforter sa sphère d'influence traditionnelle. La Russie intervient dans divers domaines jugés prioritaires, mais la justification principale reste le combat commun mené contre le terrorisme international : "*une menace contre l'Ouzbékistan est une menace contre la Russie*", déclarait le président du Kremlin en 2000. Cette lutte contre la menace terroriste islamiste, parfois perçue davantage comme un prétexte permettant de passer sous silence des intérêts politiques moins avouables, liés aux domaines économique et stratégique, est au cœur des nouvelles relations développées par Moscou dans la région.

Les Etats centrasiatiques ont adopté vis-à-vis de Moscou des attitudes différentes, selon leurs ambitions respectives. L'Ouzbékistan revendique une certaine indépendance militaire et semble chercher à tenir ses distances vis-à-vis de Moscou afin de tenter d'établir une relative domination régionale. L'attitude du Turkménistan est similaire, tout en s'efforçant de ne pas déplaire à la Russie. Quant aux trois autres républiques, elles restent très proches de l'ancienne puissance tutrice et il faut reconnaître que peu de décisions à caractère international y sont prises sans l'aval de Moscou. Cela est dû principalement à leur positionnement géographique très enclavé, au caractère très russifié de leur société, à la présence d'une très nombreuse communauté russophone ainsi qu'à d'incontestables difficultés économiques.

L'importance commerciale du marché russe reste à cet égard primordiale car si l'économie russe n'est pas dépendante de l'Asie centrale, l'inverse reste toujours vrai. Néanmoins, depuis l'indépendance, Moscou a vu sa présence économique s'amenuiser, non seulement du fait de l'entrée en scène de concurrents puissants comme la Chine, l'Iran ou la Turquie, mais également de sa propre négligence. Le gouvernement russe a en effet davantage orienté les relations sur leur aspect militaire au détriment du développement des liens économiques. Bien évidemment, les ressources pétrolières de la mer Caspienne constituent un enjeu essentiel qui influence fortement la politique russe en Asie centrale. En l'occurrence, si les scénarios optimistes sur le pétrole se concrétisent, les productions

de la mer Caspienne pourraient entrer en concurrence avec celles de la Russie, dont près de la moitié des recettes en devises étrangères proviennent de ses exportations de pétrole et de gaz. C'est d'ailleurs pourquoi la Russie cherche à s'assurer que les exportations du bassin caspien enclavé passent par son territoire, ce qui lui permettrait non seulement de les contrôler et d'assurer un maintien de son influence dans la région, mais également d'en retirer d'importants revenus sous la forme de droits de transit. Deux exemples illustrent cet intérêt porté aux enjeux pétroliers : le projet russe de « Gazprom Blue Stream », destiné à relier la Russie à la Turquie, en passant sous la mer noire, ou encore la mise en chantier en octobre 2001 du « Caspian Pipeline Consortium » (CPC) entre le nord-ouest du Kazakhstan et le port russe de Novorossisk sur la mer noire, qui constitue un indéniable succès pour la stratégie régionale russe. De plus, pour Moscou, aucun pays de la CEI ne peut envisager son avenir sans la Russie en raison de sa dépendance énergétique. Cette dernière devient le principal outil de gestion diplomatique, certains observateurs allant jusqu'à utiliser le terme de « dissuasion énergétique ».

Sur le plan militaire, la Russie reste également très présente en Asie centrale. La défense des frontières extérieures de la CEI constitue la première ligne de défense de la Russie elle-même : les Etats centrasiatiques continuent d'être considérés comme un maillon essentiel du périmètre de sécurité russe. L'ancienne puissance tutélaire est ainsi très impliquée dans la surveillance des frontières : la 201^e division motorisée russe avait en charge jusqu'en 2005 la surveillance des frontières entre le Tadjikistan, l'Afghanistan et la Chine. Cette force russe de patrouille frontalière, appelée « Moskva », a saisi 2.5 millions de tonnes d'héroïne sur la frontière au cours de l'année 2004. Elle laisse progressivement place à des unités tadjikes de garde-frontières, toujours entraînées et encadrées par des conseillers russes. Les garde-frontières tadjiks demeurent sous commandement russe, qui finance à 80 % ces unités. Moscou assure de ce fait la dépendance des responsables frontaliers tadjiks envers les méthodes et techniques russes de sécurité. Ces accords sont officialisés dans le cadre du « Comité pour la protection de la frontière tadjike » (TBPC). Par ailleurs, la 201^e division motorisée russe reste cantonnée sur le sol tadjik, sur une base militaire prêtée aux alentours de Douchanbe, prête à être déployée en cas d'accident sérieux à la frontière. Mais la présence militaire russe ne se limite pas à ces unités particulières puisque au Tadjikistan, environ 20 000 hommes sont encore présents, depuis la fin de la guerre civile de 1997. De nouvelles bases militaires russes ont d'ailleurs été mises en place dans divers pays d'Asie centrale. Lors de l'inauguration de l'une d'elle, au Tadjikistan, Vladimir Poutine a déclaré : « *Notre présence militaire au Tadjikistan n'aura pas seulement pour objectif de veiller sur notre investissement, elle représentera aussi une garantie de stabilité dans cette région* », confirmant ainsi, s'il en était besoin, le rôle qu'il

entend attribuer à la Russie dans la région. En 2003, une autre base russe a été établie à Kant, au Kirghizstan, située à 30 kilomètres de la base américaine de Manas, geste éminemment symbolique vis-à-vis de la présence américaine en Asie centrale.

En somme, même si Moscou ne possède plus les moyens de s'imposer militairement dans la région, face à la concurrence de l'OTAN et des Etats-Unis, elle conserve une forte capacité de nuisance vis-à-vis des ambitions de ces puissances militaires, notamment à travers son contrôle des voies d'exportations, de sa présence militaire au Tadjikistan et de ses liens subsistants en matière de commerce, de sécurité et de défense.

Pour conserver une influence en Asie centrale, la Russie a misé sur le multilatéralisme. Elle a en effet confirmé son rôle tutélaire en matière de sécurité à travers l'OTSC, mais s'est également engagée aux côtés de la Chine en rejoignant l'OCS.

* *
 *
 *

3 TROISIEME PARTIE : LA POLITIQUE DE LA RUSSIE : LE MULTILATERALISME COMME ELEMENT DE STABILITE ?

Pour les raisons qui ont été développées précédemment, la Chine et la Russie ont ressenti le besoin de créer des structures régionales capables de répondre à la nécessaire prise en compte des enjeux de sécurité régionale. Deux organisations principales se distinguent : l'organisation de coopération de Shanghai (OCS), créée à l'initiative de la Chine et de la Russie, et l'organisation du traité de sécurité collective (OTSC) instaurée par Moscou dans le cadre de la communauté des états indépendants (CEI).

3.1 L'ORGANISATION DE COOPERATION DE SHANGHAI: AMBIGUITE DES RELATIONS ENTRE CHINE ET RUSSIE

La Chine a réussi, en une quinzaine d'années, à devenir un acteur régional incontournable de cette zone. En dépit de la pénétration stratégique américaine depuis 2001, l'influence de Pékin en Asie centrale n'a cessé de croître. Pour protéger ses intérêts politiques et économiques, ainsi que ses impératifs de sécurité, la Chine fait preuve depuis 2001 d'un grand activisme diplomatique en direction des républiques centrasiatiques. Tout en relançant ses relations bilatérales avec l'ensemble de ces Etats, elle a surtout remis l'accent sur les relations multilatérales en encourageant le renforcement institutionnel et le développement des activités de l'Organisation de coopération de Shanghai.

Cette organisation est issue de l'association « Shanghai 5 » ou « groupe de Shanghai » initialement créée en 1996 pour régler les problèmes frontaliers et territoriaux entre la Russie, la Chine, le Kirghizstan, le Kazakhstan et le Tadjikistan. A cet objectif initial se sont progressivement ajoutées d'autres compétences, parmi lesquelles la lutte contre les trois « forces du mal » affligeant la région (le terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme). L'association n'est véritablement devenue une véritable structure régionale de coopération multilatérale qu'en 2001, date à laquelle l'Ouzbékistan s'y est joint, puis fut institutionnalisée en 2002 par la signature d'une charte. Décrite comme le véritable centre de gravité de la sécurité en Asie centrale, l'OCS a connu un tournant décisif lors du sommet de Shanghai en juin 2001 puisque c'est à cette occasion qu'un accord de coopération sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme fut conclu entre les ministres de la défense des pays membres. C'est également à cette date qu'un secrétariat permanent fut instauré à Pékin. Mais la principale avancée en matière de lutte contre le terrorisme

réside dans la mise en place d'un centre anti-terroriste à Tachkent en septembre 2003. Cette « structure régionale anti-terroriste de l'OCS » (RATS selon son acronyme anglais) est opérationnelle depuis 2004. Le choix de son implantation dans la capitale ouzbèke n'est pas dénué de signification puisqu'il a contribué à encourager cette république à distendre ses liens avec Washington et à s'impliquer sans partage dans l'organisation. Cette politique visant à soustraire les républiques d'Asie centrale de l'influence américaine a porté ses fruits puisque lors du sommet qui s'est tenu à Astana en juillet 2005, l'OCS a déclaré attendre de la part des Etats-Unis l'annonce d'un calendrier du retrait de leurs forces de la région, marquant ainsi un véritable tournant dans la stratégie russe. Peu de temps plus tard, le président ouzbèke, Islam KARIMOV, qui s'était montré jusque là très conciliant envers Washington, exigea l'évacuation par les troupes américaines de la base de Khanabad, tandis que le KHIRGISTAN réclamait une augmentation substantielle du loyer de la base de Manas.

L'importance de la coopération en matière de sécurité se mesure également à l'aune des conférences régulières des responsables des organes de maintien de l'ordre et des services secrets, baptisé « groupe de Bichkek ». En matière d'entraînement, l'organisation permet également une meilleure coordination des efforts des pays membres puisque la formation des cadres, les échanges d'expérience ainsi que la conduite d'exercices anti-terroristes sont désormais menés de manière conjointe. Le premier du genre, baptisé « Coalition 2003 » a rassemblé en août 2003 des forces chinoises, kazakhes, kirghizes, tadjikes et russes. Il s'est déroulé dans l'Est du Kazakhstan puis dans la région chinoise d'Ili, dans le Nord du Xinjiang. Pour Pékin, il s'agissait d'abord de prouver que l'OCS était un organisme régional effectif, capable d'assurer le maintien de la stabilité et de la sécurité en Asie centrale. L'exercice était ainsi destiné à accroître la crédibilité de l'organisation afin de limiter l'intérêt des républiques centrasiatiques à coopérer avec Washington et avec l'OTAN. Un autre exercice anti-terroriste a également été organisé sur le territoire ouzbek en mars 2006 alors que les six Etats membres se sont entendus sur l'organisation d'un nouvel exercice en 2007. Entre temps, Pékin et Astana ont mené un exercice anti-terroriste commun dans le cadre de l'OCS en août 2006. Compte tenu des difficultés que d'autres grandes organisations interétatiques telles que l'ONU et l'Union Européenne ont rencontrées pour aboutir à une coopération militaire semblable, les réalisations rapides de l'OCS dans ce domaine sont remarquables. Outre ces entraînements, des initiatives très concrètes ont été prises dans le cadre de l'organisation, comme l'établissement d'une liste commune des mouvements terroristes en novembre 2005, une coopération pour réduire les canaux de financement des activités terroristes, le développement de campagnes d'éducation publique pour combattre les « trois fléaux » ou encore l'échange

d'informations dans le domaine de la sécurité. Pas moins de quinze documents liés à la coopération anti-terroriste ont également été signés en mars 2006, puis à l'occasion du sommet de Shanghai de juin 2006, notamment la déclaration sur la sécurité de l'information, destinée à accroître le contrôle des informations circulant sur Internet. Cette coopération n'a pas tardé à porter ses fruits, comme en témoigne par exemple l'extradition vers la Chine par l'Ouzbékistan en juin 2006 d'un ouïghour naturalisé canadien recherché de longue date. De même, les bureaux de représentation et de presse ouïghours ont été fermés sur le territoire des républiques voisines de la Chine.

Même si les activités de l'OCS se sont diversifiées, comme le montrent la création d'un conseil économique et commercial ou encore celle d'un fonds de développement, le domaine de la sécurité régionale demeure la principale raison d'existence de l'organisation. Les six membres sont en effet directement concernés par la menace islamiste, comme nous l'avons démontré précédemment. A cet égard, la Russie prend très au sérieux les menaces venant du Sud, et sa stratégie consiste à endiguer l'arrivée des drogues et des combattants sur son territoire en maintenant la stabilité dans les républiques méridionales d'Asie centrale. Cependant, des sujets de désaccord existent, car la participation des différents membres est liée à des facteurs parfois divergents.

Les relations entre la Chine et la Russie, qui ne sont pas dénuées d'ambiguïté, constituent le principal point d'achoppement dans le développement de l'OCS. Pour certains observateurs, la Chine userait de son influence au sein de l'OCS pour tenter de limiter le retour stratégique de la Russie en Asie centrale afin de canaliser l'influence politique de Moscou. De plus, il s'avère que Pékin cherche à développer la composante économique de l'organisation, son objectif étant d'en faire une véritable union économique. Ceci suscite la désapprobation de la Russie, mais également du Kazakhstan, qui considèrent ce développement comme un piège économique qui cantonnerait sans doute les autres membres dans le rôle de fournisseurs de matières premières. Il est indéniable qu'à l'avenir, Moscou cherchera à canaliser les effets de la montée économique de la Chine dans la zone. A cet égard, le soutien russe à l'intégration dans l'OCS de l'Inde, du Pakistan et de l'Iran, peut être interprété comme étant un moyen de « diluer » l'influence de Pékin au sein de l'organisation⁴². Ces divergences de vues ne constituent que des exemples de limites auxquelles l'OCS est aujourd'hui confrontée. Force est de constater, par ailleurs, que nombre de dossiers sont encore traités en marge de l'OCS, dans le cadre de relations bilatérales.

Dans le domaine de la sécurité régionale, même si le pragmatisme politique semble dominer, la Russie considère également que la coopération militaire avec la Chine a ses limites. En l'occurrence, si la promotion d'un monde multipolaire face à la vision unipolaire américaine constitue sans aucun doute un objectif commun, les états-majors russes continuent de considérer la Chine comme un partenaire partiellement fiable car à terme, la possibilité d'une rivalité stratégique n'est pas à exclure. Il paraît cependant excessif de décrire l'OCS comme étant uniquement un moyen pour Pékin et Moscou de « marquer leur territoire » en Asie centrale face à la poussée des Etats-Unis, et le terme de « coup de bluff géopolitique »⁴³, parfois employé pour décrire cette tendance, ne traduit pas la réalité des avancées concrètes de l'organisation. L'OCS est en effet devenue une tribune privilégiée au sein de laquelle s'affiche le nouveau partenariat stratégique sino-russe, comme en atteste la déclaration du vice-ministre russe des affaires étrangères, Alexandre Iakovenko : "*L'OCS occupe clairement une place particulière parmi les structures régionales formées pour incarner, dans des formes réelles et viables, l'idée de multipolarité*"⁴⁴. Les mécanismes de coopérations initiés par l'OCS se sont par ailleurs révélés plutôt efficaces puisqu'un certain nombre de pays ont manifesté leur volonté de rejoindre l'organisation. Ainsi, l'Inde, l'Iran et le Pakistan ont été accueillis en tant qu'observateurs en juillet 2005.

Face à l'émergence économique de la Chine et à son émancipation au sein de l'OCS, Moscou craint de n'en devenir qu'un partenaire mineur. C'est la raison pour laquelle la Russie a choisi de développer l'OTSC, dont le mandat n'est pas clairement distinct de celui de l'OCS, mais qui permet à Moscou de contrebalancer l'influence grandissante de la Chine en Asie centrale.

⁴² Selon FACON Isabelle, « La Russie et son « étranger proche », de l'usage du soft power », *Le courrier des pays de l'Est* n°1055, mai-juin 2006.

⁴³ LAMOULINE Mourat, « L'organisation de coopération de Shanghai vue d'Astana : un coup de bluff géopolitique ? », *Russie.Nei.Visions* n°12, juillet 2006.

⁴⁴ IAKOVENKO Alexandre, « l'esprit de Shanghai : du règlement des problèmes frontaliers à la coopération multilatérale », *Rassiiskaïa Gazeta*, 10 août 2005 (cité par Isabelle FACON, op cit).

3.2 L'OTSC : LA BASE D'UNE NOUVELLE RELATION ENTRE MOSCOU ET L'ASIE CENTRALE

Si, à la chute de l'union soviétique, le nouveau régime russe n'a pas cherché à retenir les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, Moscou pensait néanmoins pouvoir continuer à exercer un contrôle sur ces nouveaux Etats. Le maintien de la zone rouble, la formation d'une union économique mais surtout le pacte de sécurité collective devaient fonder les bases d'une nouvelle relation entre Moscou et l'Asie centrale. Sur ces trois composantes, seul le pacte de sécurité a perduré.

Signé à Tachkent en 1992, le traité a connu des débuts difficiles dès sa création. En effet, lors de la guerre civile qui enflamma le Tadjikistan de 1992 à 1997, les outils militaires de sécurité collective ont trahi une certaine inefficacité puisque la Russie fut pratiquement seule à intervenir avec des moyens militaires conséquents⁴⁵. Par la suite, le traité de sécurité collective a donné naissance à une organisation régionale de défense, qui a pris le nom d'organisation du traité de sécurité collective (OTSC) en 2002. Aujourd'hui, l'organisation compte sept membres : la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, mais aussi la Biélorussie et l'Arménie. Après quelques attermoissements, l'Ouzbékistan a rejoint l'organisation en janvier 2006 après l'avoir quittée en 1999. La charte dont s'est dotée l'organisation est comparable, dans ses grandes lignes, à l'article V de la charte de l'Atlantique Nord et comprend une clause de défense mutuelle. L'un des objectifs principaux concerne la lutte contre le terrorisme international, les extrémismes et les trafics d'armes et de drogues. Dans cette optique, un centre anti-terroriste a été créé à Bichkek, au Kirghizstan, en 2001. De plus, pour contrer efficacement et de manière collective les incursions de militants islamistes en Asie centrale, une force de réaction rapide de trois milles hommes a officialisé son caractère opérationnel à l'occasion de plusieurs exercices tels que « bouclier du sud » en 2000, auquel ont participé des troupes provenant d'Ouzbékistan, du Kazakhstan, du Tadjikistan, de Biélorussie et d'Arménie. Plus récemment, l'exercice « anti-terreur sud 2002 » a permis de mettre à l'épreuve les systèmes de commandement et de coordination des forces spéciales et des garde-frontières tadjiks, kirghiz, kazakhs et russes. La formation d'officiers centrasiatiques en Russie est favorisée puisqu'elle est gratuite pour les pays appartenant à l'organisation. De surcroît, les membres de l'OTSC peuvent acheter des armes au prix interne, c'est-à-dire au même tarif

⁴⁵ FACON Isabelle, « Entre intérêts politiques et enjeux de sécurité : les dilemmes de la Russie en Asie centrale », *Les cahiers de mars* n°177, 2^e trimestre 2003, p.83.

que l'armée russe. L'établissement d'une base militaire russe à Kant en république kirghize dans le cadre de l'OTSC constitue également un signe politique fort. L'investissement qu'elle représente ainsi que les missions assignées aux troupes russes de cette base traduisent une volonté politique qui pourrait perdurer bien au-delà de celle du gouvernement américain. De fait, dans le cadre de la coopération sécuritaire régionale, la plupart des actions concrètes sont initiées par les Russes, et la région appartient encore clairement à la sphère d'influence russe. S'il existe évidemment parfois des réticences, il n'en reste pas moins que la langue, la culture, les habitudes, les infrastructures ainsi que les armements sont communs avec la Russie. Par conséquent, la coopération avec cette dernière demeure privilégiée. Si certains auteurs avaient conclu à la fin prochaine de l'influence russe du fait de l'implication américaine depuis 2001 et de l'avènement de l'OCS, force est de constater qu'il n'en est rien. Même si la situation se révèle très complexe, l'Asie centrale demeure largement dans le giron russe. Malgré la traditionnelle réticence ouzbèke à l'égard de la Russie, un haut responsable déclara au sommet 2004 de l'Organisation de coopération centrasiatique : "*nous sommes tous unanimes à propos de la reconnaissance de l'intérêt stratégique à long terme de la Russie en Asie centrale ainsi que de son rôle dans la stabilité et la sécurité régionales*"; la Russie est "*le partenaire naturel*" des Etats centrasiatiques⁴⁶. La présence de 20 000 gardes-frontières et soldats russes jusqu'en 2006 le long de la frontière montagneuse tadjiko-afghane constitue une illustration particulièrement concrète de cette coopération, qui a permis en 2002 la confiscation de drogues d'une valeur supérieure à un milliard de dollars et l'arrestation de 300 trafiquants lors d'une opération de grande envergure. Un succès équivalent a été renouvelé en 2003 dans le cadre de l'OTSC, permettant de saisir deux tonnes de drogue⁴⁷.

Enfin, la crédibilité de l'OTSC est confortée par son statut d'observateur à l'ONU qui avait initialement pour but la prévention des menaces militaires relatives à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des Etats membres.

Ainsi donc, le renforcement des structures multilatérales régionales en matière de sécurité et de défense est devenu un élément incontournable de la géopolitique de l'Asie centrale. La Russie et la Chine ont trouvé, à travers les deux organisations que nous venons de décrire, les moyens de jouer un rôle majeur dans la stabilisation régionale, chacune

⁴⁶ Sommet du 28 mai 2004, au Kazakhstan.

⁴⁷ ZHUMUIDA Irina, « The golden crescent and Central Asia : heroin expansion », *Central Asia and the Caucasus*, vol XVI, n°4, 2002, p.55.

privilégiant l'une de ces organisations, l'OCS pour la Chine et l'OTSC pour la Russie. Les conflits d'intérêts et les divergences de vues existent en effet entre les deux grands, mais force est de constater que l'intérêt commun domine dans le domaine de la sécurité⁴⁸. La stabilité de la région constitue en l'occurrence un objectif largement partagé sur lequel Moscou et Pékin sont prêts à s'accorder.

Puisqu'il s'avère que la stabilité de l'Asie centrale reste un équilibre fragile d'influences croisées, il ne fait aucun doute que le développement des organisations multilatérales constitue un facteur indéniable d'apaisement des tensions régionales. De surcroît, à plus ou moins long terme, ces deux structures pourraient, pour les dirigeants d'Asie centrale, constituer une alternative crédible au relâchement de l'intérêt des Etats-Unis pour la région.

* *
 *
 *

⁴⁸ MONTANARO-JANKOVSKI Lucia, « Chine-Russie : des intérêts convergents », Questions internationales, n°6, mars-avril 2004.

CONCLUSION

Grâce à leur coopération avec Washington, la plupart des pouvoirs étatiques de la région sont initialement sortis renforcés de la campagne lancée par les Etats-Unis après le 11 septembre 2001. Le maintien de régimes autoritaires dans la région crée l'illusion de la stabilité alors que les politiques répressives, en l'absence de réformes, risquent pour leur part de mener finalement à l'instabilité. De plus, force est de constater que la région n'évolue pas au gré des initiatives diplomatiques des responsables nationaux, mais reste dépendante des convoitises extérieures. Certains observateurs évoquent à ce sujet la renaissance du concept d'Eurasie⁴⁹ ou de celui de « grand jeu »⁵⁰ pour mettre en lumière le caractère hautement stratégique de cette partie du monde. Il n'en demeure pas moins que l'avenir de l'Asie centrale reste incertain, tant il est lié à l'évolution des facteurs de crises mentionnés en première partie.

Dans ce contexte, la Russie semble avoir trouvé une réponse au dilemme auquel elle était confrontée depuis le début des années 1990. Entre sa volonté de préserver une influence dominante dans cette partie de son « étranger proche », et l'impérieuse nécessité de coopérer avec les acteurs régionaux pour préserver ses intérêts de sécurité, Moscou a su ajuster ses ambitions, en composant avec de nouveaux partenaires. Pour la Russie, seule une approche multilatérale est capable de limiter la compétition entre les grandes puissances dont l'Asie centrale fait l'objet pour des raisons d'hégémonie régionale, d'approvisionnement énergétique, ou encore de recherche d'influence en matière de sécurité et de défense. Même si la coexistence de plusieurs engagements en matière de défense et de sécurité peut conduire à certains dysfonctionnements ou conflits d'intérêts, il semble que la participation simultanée de la Russie à l'OCS et à l'OTSC créé un équilibre plutôt efficace dans ce domaine. En impliquant les républiques de l'espace post-soviétique tout en s'affichant aux côtés de la Chine pour les questions de sécurité et de défense, il ne fait aucun doute que Moscou participe de manière déterminante à la stabilité de la région.

⁴⁹ Développé par Mac Kinder au début du siècle dernier, ce concept tend à identifier cette région à une zone aux tendances agressives, déterminante pour l'hégémonie mondiale. Le géopoliticien britannique déclarait déjà en 1904 que si une puissance gouvernait l'espace eurasiatique, elle dominerait le monde. Selon lui, dans cette région pivot du monde existent toutes « les conditions d'une mobilité de la puissance économique et militaire, mobilité lourde de potentialités » (MAC KINDER H.J, *le pivot géographique de l'histoire*, 1904, *stratégique*, n°55, 1992, pp.11-29).

⁵⁰ Par analogie à l'opposition entre la Russie tsariste et l'Angleterre impériale au XIXème siècle, décrite par Rudyard Kipling.

ANNEXE 1

LES PAYS D'ASIE CENTRALE



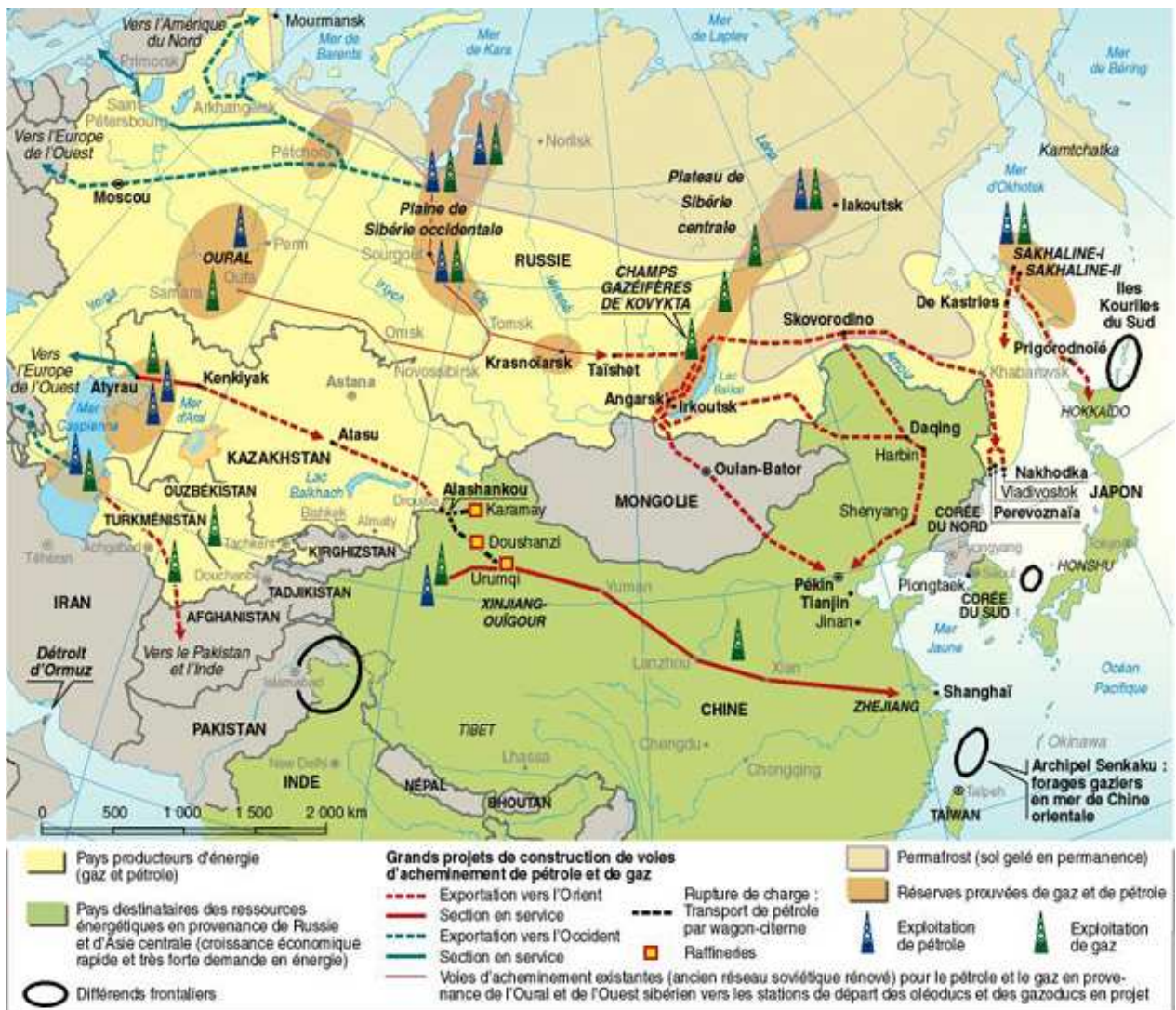
ANNEXE 2

LA VALLEE DU FERGHANA



ANNEXE 3

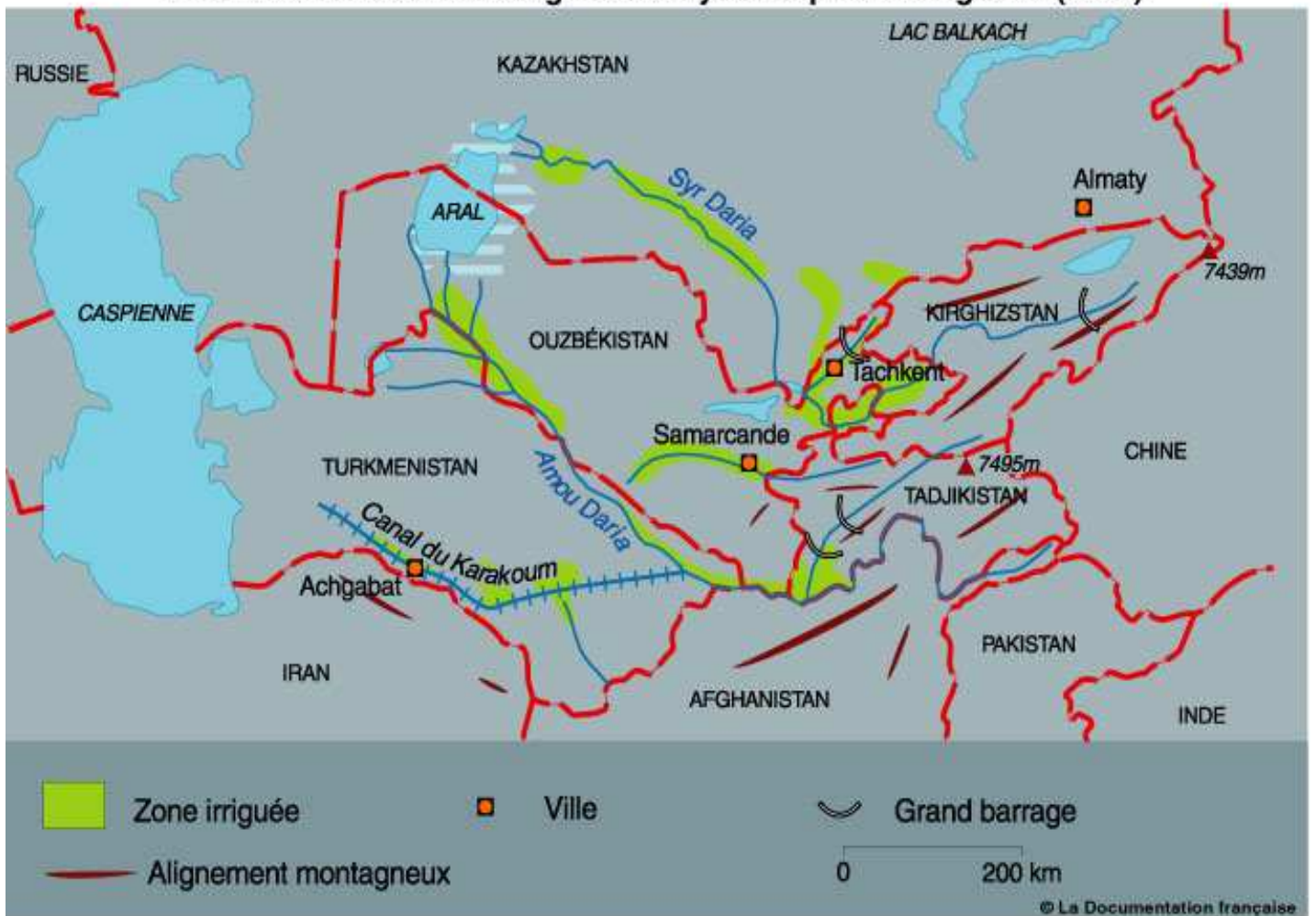
GRANDS PROJETS DE CONSTRUCTION DE VOIES D'ACHEMINEMENT DE PETROLE ET DE GAZ



PHILIPPE REKACEWICZ

ANNEXE 4

ASIE CENTRALE - Aménagements hydrauliques et irrigation (2000)



ANNEXE 5

STATIONNEMENT DES BASES MILITAIRES RUSSES ET AMERICAINES EN ASIE CENTRALE



PHILIPPE REKACEWICZ

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français

- BREZINSKI Zbigniew, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Bayard, 1997.
- JUNEAU T., HERVOUET G., LASSERRE F. (dir), *Asie centrale et Caucase, une sécurité mondialisée*, Les Presses de l'Université Laval, 2004.
- LABROUSSE Alain, *Dictionnaire géopolitique des drogues*, De Boeck, Bruxelles, 2003.
- REY, Marie-Pierre (dir), *Les Russes, de Gorbatchev à Poutine*, Paris : Armand Colin, 2005.
- PEYROUSSE Sébastien (dir), dossier « Quinze ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale », *La Revue internationale et stratégique* n° 64, hiver 2006/2007.

Ouvrages en anglais

- EBEL R. et MENON R., *Energy and Conflict in Central Asia and the Caucasus*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2001
- *International Petroleum Encyclopedia*, Tulsa, Penwell, 2002.

Articles en français

- BALLAND Daniel, « Diviser l'indivisible : les frontières introuvables des Etats centrasiatiques », *Hérodote* n°84, 1997, pp.98,99.
- CAGNAT René, Asie centrale : « de l'eau dans le gaz », *Le courrier de l'Unesco*, octobre 2001.
- CASTETS Rémi, « Nationalisme, Islam et opposition politique chez les Ouighours du Xinjiang », *les études du CERI* n°110, octobre 2004.
- FACON Isabelle, « L'organisation de coopération de Shanghai : ambitions et intérêts russes », *Le courrier des pays de l'Est* n°1055, mai-juin 2006.
- FACON Isabelle, « Les enjeux de sécurité en Asie centrale : la politique de la Russie », *Annuaire français de relations internationales*, vol.V, 2004.
- FACON Isabelle, « Entre intérêts politiques et enjeux de sécurité : les dilemmes de la Russie en Asie centrale », *Les cahiers de mars* n°177, 2° trimestre 2003
- LAMOULINE Mourat, « L'organisation de coopération de Shanghai vue d'Astana : un coup de bluff géopolitique ? », *Russie.Nei.Visions* n°12, juillet 2006
- LASSERRE Frédéric, « Une mer disparaît. Le désastre de la mer d'Aral », *Eaux et territoires : tensions, coopérations et géopolitique de l'eau*, Presses universitaires du Québec, Québec, 2002.
- MAC KINDER H.J, *le pivot géographique de l'histoire, 1904, stratégie*, n°55.
- MILI Hayder, « l'Asie centrale, plaque tournante du trafic de drogue », *le courrier des pays de l'Est*, septembre-octobre 2006.
- MONTANARO-JANKOVSKI Lucia, « Chine-Russie : des intérêts convergents », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004 ; « Les coopérations sécuritaires face à la criminalité transnationale en Asie centrale », *Annuaire français de relations internationales* 2005.
- Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, New York, 2002.

- Office contre la drogue et le crime, Nations Unies, *Tendances mondiales des drogues illicites*, Vienne, 2003.
- PRADON Hélène, « les enjeux de la sécurité et de la stabilité en Asie centrale », *Annuaire français de relations internationales*, vol.IV, 2003.
- SIMON Patrick, « Asie centrale, où en est-on ? Quels enjeux de sécurité ? », novembre 2003.
- SIONNEAU Bernard, « le projet de zone dénucléarisée d'Asie centrale », *stratégique*, n°77, 2000.
- VIELMINI Fabrizio, « Russie : héroïne, sécurité nationale et politique en Asie centrale », *Trafic international n°1*, février 2001
- Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, Création de zone dénucléarisée en Asie centrale, 52/38S, 9 décembre 1997, et 53/77A, 9 décembre 1998.
- 3^e Commission de l'assemblée générale de Nations Unies, *Liens étroits entre le trafic illicite de drogues*, 1^{er} octobre 2002.

Articles en anglais

- BLAKE Roxanne, « Central Asia's Ecological Crisis : The Aftermath of the Cotton Monoculture », *Harvard Asia Quarterly*, volume 3, numero 3, 1999.
- CAPDEVILLA Gustavo, *Former soviet Republics still 40 % worse off*, CIS, 14 mai 2001
- Central Asia – Caucasus Analyst Forum Summary, Drugs, a threat to central Asian Security, 15/03/2000, Central Asia – Caucasus Institute, Washington, John Hopkins University.
- « China, Ouzbékistan issue joint statement », *People's Daily*, 16 juin 2004
- « China praises Uzbek Response to disturbances... », *RFL/RL Newline*, 19 mai 2005
- « China, Ouzbékistan Consolidate Ties », *China Daily*, 26 mai 2005
- CIRINCIONE Joseph, *Deadly Arsenal : Tracking Weapons of Mass Destruction*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 2002
- FULLER Graham, *The future of political Islam*, Foreign Affairs, vol 81, n°2.
- International Crisis Group, *Central Asia : Islam and the State*, Osh / Bruxelles, 10 juillet 2003
- International Energy Agency, *China's Worldwide Quest for Energy Security*, Paris, OECD, 2000
- Nazar N., Magaiun E., Pannier B., *Kazakhstan, Turkmenistan: Presidents Agree on Gas and Oil Exports to China, Japan*, RFE/RL, 1999.
- PIRSEYEDI Bobi, *The Small Arms Problem in Central Asia : Features and implications*, UNIDIR, Genève, 2000
- SANDERSON Thomas, *Transnational terror and organized crime : blurring the line*, SAIS Review, vol XXIV, n°1, 2004.
- SMITH D.R., « Environmental Security and Shared Water Resources in Post-Soviet Central Asia », *Post-Soviet Geography*, juin 1995.
- ZHUMUIDA Irina, « the golden crescent and Central Asia : heroin expansion », *Central Asia and the Caucasus*, vol XVI, n°4, 2002, p.55.

TABLE DES MATIERES

1 PREMIÈRE PARTIE : INSTABILITES ET INSECURITES EN ASIE CENTRALE	3
1.1 Criminalité et trafics : des enjeux de sécurité persistants	3
1.2 L'expansion de l'islamisme radical	8
1.3 Les rivalités liées aux ressources	10
2 DEUXIEME PARTIE : LA PERTE DU MONOPOLE D'INFLUENCE DE LA RUSSIE EN ASIE CENTRALE	14
2.1 « L'activisme » occidental	14
2.2 La chine : un acteur émergeant en Asie centrale	17
2.3 La volonté de reconquête par la Russie de son influence dans la région	20
3 TROISIEME PARTIE : LA POLITIQUE DE LA RUSSIE : LE MULTILATERALISME COMME ELEMENT DE STABILITE ?	23
3.1 L'organisation de coopération de Shanghai : ambiguïté des relations entre Chine et Russie	23
3.2 L'OTSC : la base d'une nouvelle relation entre Moscou et l'Asie centrale	27
CONCLUSION	30

ANNEXES

ANNEXE 1 : Les pays d'Asie centrale	31
ANNEXE 2 : La vallée du Ferghana	32
ANNEXE 3 : Projets de construction de voies d'acheminement de pétrole et de gaz	33
ANNEXE 4 : Aménagements hydrauliques et irrigation	34
ANNEXE 5 : Stationnement des bases militaires russes et américaines en Asie centrale	35
BIBLIOGRAPHIE	36